

**DECLARATION DE L'UNION POUR LA RENAISSANCE -MOUVEMENT
PATRIOTIQUE SANKARISTE (UNIR-MPS) À LA SUITE DES RÉCENTES
ATTAQUES TERRORISTES DES 12 ET 14 NOVEMBRE 2021**

Peuple du Burkina Faso,

Le 12 novembre dernier, une patrouille de la Compagnie Républicaine de Sécurité (CRS) a connu une attaque meurtrière à Alkoma dans la province du SÉNO et le bilan faisait état de 7 policiers tombés et 5 autres blessés. Deux jours seulement après, dans la matinée du dimanche 14 novembre 2021, des hordes barbares ont endeuillé encore notre peuple par une attaque contre une base de nos Forces de Défense et de Sécurité (FDS) dans la province du Soum. Cette attaque a coûté la vie à 49 gendarmes et 4 civils selon un bilan provisoire rendant ainsi des enfants orphelins, des épouses veuves, des parents inconsolables avec une communauté nationale en colère et proche de la révolte légitime.

C'est pourquoi avant tout propos, l'UNIR-MPS, s'incline sur la mémoire de nos dignes fils tombés sur le champ d'honneur dans cette guerre injuste, à nous imposée par ces forces du mal, et présente ses sincères condoléances aux familles éplorées et à la nation entière.

Peuple du Burkina Faso,

Ces attaques qui ont coûté la vie à plusieurs de nos FDS et à des civils sont, comme toutes les autres qui ont précédé, ignobles et inacceptables.

Le déroulé de cette ignominie contre notre peuple et ses vaillantes FDS montre clairement que les groupes armés terroristes disposent d'une cinquième colonne qui opère en notre sein, c'est-à-dire au sein de nos populations. Il nous faut donc, avec plus de courage, de détermination et de vigueur, arrêter le fléau. Cela ne peut pas continuer.

Depuis bientôt trois ans, nous sommes sous « état d'urgence » avec des couvre-feux et des restrictions de libertés, mais les résultats sont encore loin de nos attentes.

L'UNIR-MPS au regard de la situation estime que ces mesures ayant montré leurs limites, nous devons impérativement passer à la vitesse supérieure en posant des actions exceptionnellement fortes à la hauteur de la dégradation aggravée de la situation.

Ainsi l'UNIR-MPS propose dans l'urgence de monter d'un cran dans les mesures par l'instauration de « l'état de siège » dans les zones sous « état d'urgence » et placer toutes les autres zones du pays sous « état d'urgence ». Le pays serait donc en partie sous « état de siège » et en partie sous « état d'urgence » pour une période renouvelable de 6 mois.

L'état de siège s'accompagnerait entre autres des décisions importantes suivantes :

- installation de délégations spéciales dans toutes les collectivités (communes et régions) ;
- nomination d'éléments des FDS à la tête de celles-ci (préfets et gouverneurs) ;
- installation de tribunaux militaires dans les régions concernées ;
- transfert de tous les pouvoirs civils aux mains des éléments FDS qui auront carte blanche pour travailler ;
- donner le pouvoir d'ordonner des offensives et des frappes au commandement opérationnel de proximité (région militaire ou administrative) ;
- Déclarer zone de guerre toutes les communes et villages sous menaces et évacuer le cas échéant toutes ces populations vers des contrées sûres et contrôlées par nos forces ;
- Sécuriser les zones libérées ;
- etc...

Toutes ces actions doivent se traduire concrètement sur le terrain par la présence de l'Etat dans ces zones et la prise au sérieux des informations, venant de nos populations qui ont cependant besoin d'être mises en confiance pour une bonne collaboration avec les FDS. Nous sommes en guerre !

Nonobstant ces actions, il nous semble impérieux de rompre effectivement avec la gouvernance actuelle en privilégiant l'autorité de l'Etat dans la gestion du pouvoir et la lutte contre la corruption, car corruption rime avec terrorisme ; cela, tous les acteurs sociaux et politiques en sont convaincus. C'est pourquoi, le trafic de carburant par exemple dans le contexte actuel, doit être considéré au même titre qu'un acte d'agression armée contre notre peuple. Cette rupture dans la gouvernance rassurerait nos populations qui retrouveront la confiance en ses gouvernants, toute chose qui facilitera la meilleure collaboration des populations avec les FDS.

Ces actions doivent aussi être appuyées par un ultime appel solennel du Président du Faso à la mobilisation générale pour un enrôlement massif dans les FDS et les VDP. Tous les jeunes burkinabè qui veulent défendre la patrie pourront signer un contrat d'engagement selon la durée qu'ils souhaitent et être démobilisés quand ils le souhaitent ou rester à terme si tel est leur vocation. L'UNIR-MPS en appelle à la mobilisation générale pour une guerre populaire généralisée contre l'ennemi commun. Personne d'autre ne libèrera le Burkina Faso à notre place.

Peuple du Burkina Faso,

Aussi, l'UNIR-MPS félicite et encourage nos FDS et nos VDP pour leur courage et leur détermination à assurer l'intégrité de notre territoire et à veiller à la sécurité de nos populations.

Par ailleurs, l'UNIR-MPS, condamne énergiquement tout calcul politicien et toute manipulation du peuple par des opportunistes à l'esprit « putschiste » qui voudraient faire du malheur de notre peuple leur échelle d'usurpation du pouvoir d'Etat.

Enfin, l'UNIR-MPS lance un appel à la cohésion et à l'union sacrée de tous les fils et filles de la Nation pour qu'ensemble comme un seul homme nous chassons définitivement hors de notre territoire l'hydre terroriste et restaurer la paix et la sécurité pour le bonheur de nos populations.

D'ores et déjà, l'UNIR-MPS sait compter sur l'engagement de tout le peuple, sur sa disponibilité et sa détermination à défendre et préserver notre bien commun, le Burkina Faso.

Avec le peuple, Victoire !

La patrie ou la mort, nous vaincrons !

Fait à Ouagadougou, le 16 novembre 2021

Le Président

Maître Bénéwendé Stanislas SANKARA